

L'INSÉCURITÉ AU NIGER ET LES ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES FEMMES ET DES JEUNES À LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Mariame SIDIBE

Enseignante-Chercheure

Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP)

Université des sciences juridiques et politiques de Bamako (USJPB)

mariamesidibe@yahoo.fr

RÉSUMÉ

Cet article aborde la question des impacts des dynamiques sécuritaires sur la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique au Niger. Cette analyse se fonde sur recherche essentiellement documentaire. L'évolution de la sécuritaire au Niger notamment dans les régions de Tillabéry et Tahoua, défavorise à une recherche de terrain. L'interrogation principale dans ce présent article est de comprendre et documenter les impacts des dynamiques sécuritaires sur la participation active des femmes et des jeunes dans la gouvernance sécuritaire au Niger.

Mots clés : Sécurité, Gouvernance, Niger, Sahel, participation citoyenne, Genre.

La présente article propose de comprendre et analyser le lien entre la participation active des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique et les défis de la sécurité au Niger.

Le Niger comme d'autres pays du Sahel a une trajectoire postindépendance marquée par diverses tensions notamment sociales, politiques, économiques, alimentaires et sécuritaires. Les défis qui jalonnent le chemin de la construction de l'Etat au Niger sont aussi multiples et variés et tiennent essentiellement à l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'extrême vulnérabilité sociale, l'escalade démographique, les menaces terroristes... Toutes ces crises se traduisent des tensions politiques, foncières, sociales et sécuritaire mettant en péril la stabilité de cet Etat.

Depuis son accession à l'indépendance le Niger a connu quatre coups d'Etat (1974, 1996, 1999, 2010). Ces ruptures au processus démocratique ont induit des épisodiques de conflits, de développement de la circulation illicite d'armes à feu, de contrebande dans certaines régions du pays, et l'insécurité au Nord. A ces différents coups d'Etat s'ajoutent les différents mouvements de rébellion touarègue, qui ont aussi mis en mal le processus de construction de l'Etat du Niger. La décennie 1990 marque pour le Niger et nombre d'Etat subsahariens l'entrée dans l'essai de leur démocratisation. La question de participation effective des femmes et des jeunes qui sont l'une des plus grandes composantes de la population se pose naturellement. Cette participation des jeunes et des femmes pose des difficultés en soi, cette difficulté est davantage accentuée quand le variant insécurité s'invite dans le tableau déjà complexe. Comprendre le lien entre la participation active des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique et les défis sécuritaires au Niger, nécessite d'abord de comprendre chacun individuellement d'abord, pour ensuite rechercher les éventuels liens existants.

1. LA PARTICIPATION ACTIVE DES FEMMES ET DES JEUNES À LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

L'analyse de la participation active des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique nous oblige à évaluer le contexte actuel au Sahel. En effet, le contexte actuel au Sahel impacte fortement les dynamiques de gouvernance démocratique. La singularité du cas au Niger peut alors se dessiner à l'issue de cette analyse globale du Sahel.

1.1. CONTEXTE GÉNÉRAL AU SAHEL¹

Au Niger, comme ailleurs au Sahel les femmes et les jeunes sont mobilisés pour soutenir les principaux acteurs politiques, en majorité des hommes, sans que cette mobilisation ne se transforme nécessairement en une véritable participation à la vie politique. Alors que ces deux catégories représentent la vaste majorité de la population. Le constat est celui d'un quasi-monopole depuis plusieurs générations des hommes sur le pouvoir politique, les femmes et les jeunes ont des difficultés à se faire entendre.

Au Niger, sur la Liste Electorale Biométrique (LEB) du Niger de 2020 il apparait que fait les femmes sont de 55% et les jeunes de 57%. Aussi, le dernier recensement de la population indique qu'en 2018, la population au Niger était estimée à 21,47 millions d'habitants, dont 60% ont moins de 18 ans et 50,1% de femmes². Fort de ces chiffres, la prise en compte des jeunes et des femmes dans les questions de gouvernance s'est avérée incontournable pour les politiques publiques, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans la promotion, la préservation et la sauvegarde des droits de la femme et même les acteurs de

¹ On peut définir le Sahel comme « l'espace de transition qui sépare au nord le désert du Sahara, et au sud la zone soudanienne. Il s'agit d'une région africaine qui inclut, au sens large, 10 pays : le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad » Rapport d'étude OXFAM, Le Sahel, qu'est-ce que c'est ?, <https://www.oxfamfrance.org>, consulté le 02 février 2023. .

² Rapport Données mondiales.com, Croissance de la population au Niger, 2021 ; <https://www.donneesmondiales.com>, consulté le 02 février 2023.

la recherche. Ils partent du postulat que la participation effective en politique et dans la prise de décisions demeure un droit humain fondamental, garanti par divers instruments légaux mondiaux, continentaux et nationaux pour les jeunes femmes³. Aussi, la participation effective de ces deux catégories constitue un important moyen de contribuer au développement de leur communauté, de leur pays et de leur continent, et de superviser ce développement. Une quasi-unanimité est faite sur l'idée que la participation politique constitue le fondement même de la démocratie.

Aborder la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique ne peut être fait que par le prisme du genre dans la gouvernance au Niger. Aussi cette problématique de la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique demeure intimement liée à celui de leur participation politique.

La participation des femmes et des jeunes à la gouvernance politique, en tant qu'objet de recherche en sciences sociales⁴ n'apparaît comme tout à fait nouveau même si l'approche diffère selon le contexte et les subdivisions disciplinaires en sciences sociales⁵.

Notre analyse privilégie l'approche disciplinaire de la sociologie du genre, ou encore celle du « genre et développement ». Il est utile de préciser ce que nous entendons par le « concept genre ». En effet, celui-ci fait référence à un ordre structurel ou social au sein duquel les ressources et le pouvoir économique, politique et culturel sont inégalement répartis. La définition que donne l'OCDE est que « Le terme genre renvoie aux caractéristiques et possibilités économiques, sociales, politiques et culturelles qui sont liées au fait d'être un homme ou une femme. Dans la plupart des sociétés, les femmes en tant que groupe ont moins accès que les hommes aux ressources, aux possibilités offertes et à la prise de décisions. Ces inégalités font obstacle au développement car elles limitent l'aptitude des femmes à développer et exercer pleinement leurs compétences, dans leur propre intérêt et pour le bien de la collectivité tout entière. La définition des disparités homme-femme (ce qu'implique le fait d'être un homme ou une femme) et la structure des inégalités varient selon les cultures et les époques. »⁶ L'égalité homme-femme suppose que « les hommes et les femmes jouissent dans des conditions d'égalité de biens, de possibilités, de ressources et de récompenses auxquels la société attache une valeur ». Pour y parvenir, « des modifications doivent être apportées aux pratiques institutionnelles et aux relations sociales qui renforcent et entretiennent les disparités », mais il faut aussi que les femmes « expriment avec force leur volonté de façonner la société dans laquelle elles vivent »⁷.

Des études récentes abordent la question de participation des femmes à la gouvernance politique par le prisme du rapport « femme et politique⁸ » en prenant pour angle d'accroche les questions de conditions de leur participation, la promotion de leur participation et les alternatives que posent cette participation. Cette analyse met en exergue que l'exclusion des femmes de certains espaces et leur rôle social limité conditionnent toute participation. Aussi, l'inclusion sociale des femmes passe nécessairement par l'éducation et par la lutte contre les violences qui inhibent et réduisent les femmes.

³ Voir Rapport CEIFFA, « Recueil des instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs à l'éducation des filles et des femmes », 2020, <https://au.int/sites/default/files>, consulté le 02 février

⁴ Voir MOSSUZ-LAVAU, Janine 2002 La parité en politique, histoire et premier bilan, Travail, genre et sociétés, no 7, p. 41-57

⁵ KALONGE Gaston, 2011, Corrélation genre et participation politique: une analyse des causes et impacts de l'invisibilité des femmes dans les institutions politiques de la RDC, avec un regard particulier sur Kindu dans la province du Maniema (1960-2011), Mémoire en sciences politiques et administratives, Kindu, Université de Kindu, 169 p

⁶ Rapport BIT, Guide sur les questions de Genre dans les politiques de l'emploi et

^{du} marché du travail Vers l'émancipation économique des femmes et l'égalité des genres, 2021, <https://www.ilo.org>, consulté le 02 février 2023.

⁷ OCDE, 2006, Historique du Comité d'aide au développement de l'OCDE, <https://www.oecd.org>, consulté le 02 décembre 2022.

⁸ MANIGAT Sabine, 2013, Participation politique des femmes : qu'est ce qu'on gagne ? Cahier thématique-conditions des femmes haïtiennes, <http://www.haiti-perspectives.com>, consulté le 02 décembre 2022.

Au Sahel, la participation des femmes à la gouvernance politique a été assez timides les premières décennies des indépendances. Le début de la décennie 1990 nombre de ces Etats amorcent le processus de démocratisation avec des ambitions de changement politique, social et économique tout en impliquant une grande partie des populations dans les mécanismes décisionnels. Naturellement, les femmes sahéliennes percevaient dans ces dynamiques démocratiques, des opportunités d'augmenter leur représentation dans les institutions politiques et de promouvoir leur autonomisation économique. La compétition politique et l'organisation régulière des élections ont été vues par les femmes comme autant d'occasions de contribuer à la régulation politique de leurs pays, après avoir participé à la résistance contre la dictature et la répression⁹. Toutefois, le chemin vers la démocratisation pour ces pays a été marqué par beaucoup de ruptures¹⁰, conflits et autres crises. Ces crises, conflits et ruptures ont constitué des entraves à la participation politique des femmes, en plus des obstacles déjà existants avant la démocratisation.

Les entraves à la participation des femmes à la vie publique sont multiples et peuvent inclure des dimensions sociales et culturelles, les structures politiques traditionnelles, l'accès aux ressources, la législation discriminatoire, les barrières éducatives et économiques et la violence sexiste.

Les dynamiques propres à l'exclusion de la catégorie « jeune » ne sont pas pour autant si différentes de celles des femmes. Au-delà des enjeux communs à ceux de la participation des femmes, prendre en compte les jeunes dans la gouvernance démocratique un enjeu de sécurité majeur pour ces Etats du Sahel, confrontés à l'internationalisation des activités des groupes terroristes transnationaux, qui ont fait du Sahel une de leur région d'implantation, et de la jeunesse un vivier de recrutement. Aussi la rupture de confiance entre les jeunes et l'Etat constitue un frein majeur à leur participation à la gouvernance. L'Etat et la politique sont perçus comme assez lointain et dominés par des rapports de pouvoir et d'argent. Les élites au pouvoirs sont presque les mêmes depuis plusieurs générations, et qui laissent peu voire pas de place à la jeunesse. Le non renouvellement générationnel de la classe politique constitue un motif supplémentaire d'éloignement des jeunes des questions politiques et de gouvernance.

1.2. LE CONTEXTE AU NIGER

Pour aborder la question de participation politique des femmes et des jeunes au Niger, il est nécessaire d'analyser d'abord contexte global au Niger. Le Niger est l'un des pays les plus pauvres au monde, avec des indicateurs, tant économiques que sociaux parmi les moins avancés de la planète, et un niveau de développement humain qui se situe parmi les plus faibles. Cette situation extrême frappe les femmes et les jeunes en premier lieu. Avec une forte prévalence de mariages d'enfants et de grossesses précoces, le pays affiche actuellement un taux de fécondité de près de 7 enfants par femme, ce qui représente le taux de croissance démographique le plus élevé (3,8 %) au monde¹¹. Le taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) est de 505 en 2018¹². Environ 60% (13 millions) de la population a moins de 18 ans et 82% des jeunes vivent en milieu rural.¹³ Aussi, chaque année près de 500 000 nouveaux jeunes rentrent sur le marché de l'emploi¹⁴.

⁹ Voir, SIDIBE Hamed, *Histoire politique du syndicalisme malien*, Paris, Harmattan, 2012, p. 218

¹⁰ Emmanuel AKINWOTU, "Contagious coups: what is fuelling military takeovers across west Africa", The Guardian, 7 février 2022

¹¹ Rapport Banque Mondiale, 2020, *Le Niger peut-il échapper au piège démographique ?*, <https://www.banquemondiale.org>, consulté le 03 décembre 2022.

¹² USAID, 2020, *Améliorer les soins de santé et l'accès aux contraceptifs au Niger pour sauver des vies*, <https://www.ghsupplychain.org>, consulté le 03 décembre 2022.

¹³ UNICEF, 2019, *Programme de coopération Niger-UNICEF 2019-2020*, <https://www.unicef.org>, consulté le 6 décembre 2020.

¹⁴ CELLULE D'ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES ET D'EVALUATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE, 2018, *Étude participative sur les aspirations des jeunes et l'efficacité des politiques publiques en matière de jeunesse au Niger*, <https://www.unicef.org>, consulté le 07 décembre 2022.

L'accès aux services sociaux de base est très limité particulièrement dans les régions reculées, où les femmes ont peu d'accès à l'éducation ou encore à la santé. Le Niger est un pays très vulnérable du fait de son exposition aux risques climatiques (sécheresse, inondations, hausse des températures). L'insécurité alimentaire, les conflits d'accès aux ressources naturelles (eau, les terres...), les migrations sont les conséquences directes du changement climatique sur la population. Les effets du changement climatique viennent augmenter la vulnérabilité de ces femmes. Les femmes ont développé très peu voire pas de véritables stratégies de résilience face à cette situation. Beaucoup d'entre elles ont des petites activités génératrices de revenus (agriculture, élevage, maraîchage). L'enjeu pour elles est de pouvoir renforcer la résilience face au changement climatique pour lutter contre la faim.

A priori, la complexité de l'environnement dans lequel évolue les femmes au Niger, devrait être un argument de taille pour leur donner un accès plus important dans la vie politique ou dans les instances de décisions. Pourtant un ensemble de paramètres culturel, social, économique et politique viennent se greffer aux obstacles préexistants.

D'un point de vue socioculturel, la complexité de la société laisse apparaître une inégalité entre le statut de la femme comparé à celui de l'homme. Le constat est l'existence d'une inégalité profondément ancrée entre l'homme et la femme au Niger, et cela pas uniquement dans le domaine de la participation politique. En effet, les normes sociétales ségrégationnistes et les stéréotypes négatifs concernant les femmes façonnent des attitudes, des croyances et des pratiques qui nient toute possibilité de participation politique aux jeunes femmes¹⁵. « La conjugaison des pressions familiales et maritales, le fardeau des tâches domestiques et les soins à donner à une jeune famille peuvent très concrètement enlever toute possibilité aux jeunes femmes de s'associer avec d'autres, et de s'engager dans des activités civiques et politiques¹⁶ ».

D'un point de vue économique, la participation des femmes et des jeunes se bute à des contraintes financières liées à une pauvreté répandue, un manque d'autonomie financière et une marginalisation économique.

D'un point de vue culturel, le Niger est un pays très majoritairement composé de musulman. Le poids de la religion influence négativement la participation des femmes et des jeunes à la politique, qui est vue comme une sphère réservée aux hommes et d'un certain âge. Une situation qui semble entretenue par certains leaders religieux assez conservateurs.

La participation des femmes à la gouvernance politique au Niger a pourtant été une préoccupation permanente des différents régimes et gouvernements qui se sont succédés. Plusieurs outils existent et déjà été adoptés dont :

- Adoption de la politique Nationale de genre en juillet 2008.
- Adoption du plan décennal de mise en œuvre de la politique nationale de genre 2009-2018.
- Documents stratégiques sectoriels incluant la promotion de l'égalité de genre dans leurs actions et objectifs : (PDES) Plan de Développement Economique et Social 2012-2015 et le PDDE (2003-2013) Programme Décennal de Développement de l'Education
- Politique nationale de la jeunesse, 2015 « Une jeunesse nigérienne dynamique, émancipée, responsable, adhérant aux principes de la bonne gouvernance et agissant comme pilier essentiel du développement économique, social et culturel, dans un environnement national plus propice à l'épanouissement des jeunes sans discrimination. »
- La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et le Plan d'Action National de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies La loi sur le quota de 2014

¹⁵ KIAMBA Josephine M., 2008, *Women and Leadership Positions: Social and Cultural Barriers to Success*, Wagadu Volume 6 Journal of International Women's Studies.

¹⁶ ONU FEMMES, 2020, *Note d'orientation politique la participation des jeunes femmes en politique et dans la prise de décisions au sein des états membres de l'union africaine: document de travail*, <https://africa.unwomen.org>, consulté le 04 décembre 2022.

Cette pléthore de textes invoquée ci-dessus met en exergue le droit des femmes et des jeunes à participer aux activités politiques et à exercer des responsabilités politiques au même titre que leurs concitoyens de sexe masculin. Pour autant les conditions des femmes n'en demeurent pas meilleures. Ce qui implique que la difficulté n'est pas liée à l'existence des outils en faveur de la pleine participation des femmes mais plutôt à l'application des textes.

Bien que les pesanteurs sociales et culturelles soient mises en cause de facto, il est vrai que l'on se bute à une réelle volonté politique de la participation des jeunes et femmes à la gouvernance politique au Niger. Les femmes et les jeunes sont les couches sociales les plus vulnérables et politiquement exploitées sans pour autant être véritablement intégrés à la gouvernance politique et démocratique.

2. CONFLITS ET INSÉCURITÉ AU NIGER

2.1. UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION AU NIGER

L'histoire immédiate de la construction de l'Etat au Niger enseigne plusieurs conflits. Ces conflits comme ceux propres au Sahel sont multidimensionnels. Les conflits au Niger sont le résultat de l'enchevêtrement de plusieurs facteurs, aux acteurs multiples et variés, et des dynamiques assez mouvantes. Les types de conflits au Niger sont essentiellement des: conflits d'accès aux ressources naturelles (foncières et pastorales), des conflits d'accès aux ressources publiques (les industries extractives et la dépense publique), des conflits liés au dividende démographique (ce genre de conflits découle de l'inactivité des jeunes particulièrement), des conflits d'accès/gestion du pouvoir (instabilités politiques ou institutionnelles) et des conflits armés de rébellion.

Une analyse de la littérature des conflits au Niger met plus en exergue les conflits ayant pour motivation les revendications identitaires et politiques. Alors que les conflits socioéconomiques sont tout aussi déterminants.

L'analyse comparative des conflits au Mali et au Niger présente quelques similitudes bien que le Niger semble mieux contenir la question de la rébellion touarègue. Le Mali a connu trois autres rébellions touarègues depuis son indépendance (en 1963, dans les années 1990 et en 2006), le Niger voisin a connu une rébellion touarègue quasi-synchrone dans les années 1990 et une autre de 2007 à 2009¹⁷. Seulement en 2011, des suites de la chute du régime de Kadhafi, le Mali connaît une nouvelle rébellion. Contrairement au Niger, qui jusqu'ici ne connaît pas une nouvelle rébellion touarègue, ce qui pour beaucoup de chercheurs¹⁸ semble être dû à la réussite l'inclusion politique et économique de ces minorités ethniques.

Les dynamiques sécuritaires en cours actuellement au Niger tiennent plus de sa position géographique et géostratégique au Sahel. La situation géographique du Niger le place comme le voisin immédiat des pays avec les situations sécuritaires très fragiles que sont la Libye, le Nigéria, le Mali et le Burkina. La porosité des frontières avec ses pays influence la situation sécuritaire au Niger.

Géo-stratégiquement, le Niger est grand producteur et fournisseur de la France en uranium, ce qui le rend la cible favorite de nombre de groupes armés non étatiques voulant s'en prendre aux intérêts de la France.

Bien les conséquences de la crise multidimensionnelle que le Mali traverse depuis 2012 soient sur toute la région du Sahel, le Niger demeure toutefois plus affecté que les pays. Le Niger fait face depuis début de

¹⁷ BENCHERIF Adib, 2019, *Récits des élites touarègues au Mali et au Niger : Questionner la « question touarègue »*, <https://ruor.uottawa.ca>, consulté le 07 décembre 2022.

¹⁸ Voir Emmanuel GRÉGOIRE, "Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique", 2015, <https://journals.openedition.org>, consulté le 02 février 2023.

Voir Frédéric DEYCARD. Les rébellions touarègues du Niger: combattants, mobilisations et culture politique. Science politique. Institut d'études politiques de Bordeaux, 2011.

la crise au Mali à un afflux de réfugiés maliens. Plus de 50 000¹⁹ maliens ont ainsi cherché refuge du côté nigérien des 821 km de frontière commune, apportant une pression supplémentaire à des ménages nigériens déjà en insécurité alimentaire, foncières et sécuritaires. Les réfugiés se sont surtout installés à Abala dans la région de Tillabéri et à Inkotayene, Intikane, Télemcès et Egerek, quatre localités de la région de Tahoua. Ces réfugiés sont accueillis depuis déjà plus de 10 ans au Niger, qui se trouve dans une situation d'extrême fragilité tout comme le Mali d'où les réfugiés sont originaires. En effet, Le Niger, particulièrement sa partie ouest, est frappé par une grave crise alimentaire produite par la sécheresse et des violences djihadistes qui ont empêché les paysans de cultiver leurs champs. Les régions de Tillabéri et de Tahoua de par leur proximité avec le Mali et le Burkina sont les plus frappées par des attaques des groupes armés non étatiques ciblées contre les populations civiles et militaires. Cette situation entraîne d'autres mouvements de migration au sein de la population nigérienne. En juin 2022, le Niger compte 307 407 déplacés internes²⁰. La violence aveugle perpétrée par les groupes armés non étatiques continue de tuer et de blesser des milliers de civils innocents, forçant ceux-ci à fuir leur foyer, les femmes et les enfants en particulier subissant de plein fouet l'insécurité, la violence et les inégalités croissantes.

La Libye et les conséquences de la crise que celle-ci traverse alimente à son tour la situation sécuritaire et humanitaire au Niger. La Libye recevait une forte migration nigérienne depuis plusieurs décennies. Ces migrants contribuaient à la prise en charge financières de nombreuses personnes dans leurs localités d'origine au Niger. Ainsi, la crise a vu rentrer 130.000 personnes à quitter de la Libye avec comme conséquence un afflux soudain d'armes et d'hommes aguerris et armés, représentant un haut risque d'insécurité pour la stabilité du Niger²¹. Le retour brutal de ces travailleurs de Libye a représenté une coupe brutale de revenus pour des communautés entières dont les transferts d'argent depuis la Libye étaient jusqu'alors le principal moyen de subsistance²².

Les activités de Boko Haram au Nigeria, ont fortement déteint sur les régions de Maradi et Diffa, qui connaît depuis plus de 7 ans des conséquences humanitaires très complexes. Les déplacés ont du mal à retourner dans les localités d'origines puisque les villages ont été détruits et l'insécurité toujours persistante dans cette zone.

Il est indéniable que la situation sécuritaire reste assez au complexe au Niger, tout en mettant les femmes et les jeunes aux premiers rangs des victimes.

2.2. LES FEMMES ET LES JEUNES AU CŒUR DES CONSÉQUENCES HUMANITAIRES DES CONFLITS ET DE L'INSÉCURITÉ

La convergence des facteurs de crise sécuritaire, d'extrême pauvreté, des bouleversements climatiques et de la pandémie de COVID 19 a contribué à l'accroissement de la vulnérabilité des populations, essentiellement les catégories des femmes et des jeunes.

Le constat est une évolution fulgurante des chiffres des conséquences humanitaires au Niger en 2022 (déplacés internes, personnes en situation d'assistance humanitaire, nombre de décès...). Pour la seule région de Tillabéri située au cœur du Liptako gourma, qui est l'épicentre actuel du conflit, « les Nations unies estimaient à plus de 99 000 le nombre de personnes déplacées dans la région. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter, avec des conséquences prononcées notamment pour les femmes déplacées. Dans un contexte de forte pression sur les services sociaux de base, celles-ci sont parfois confrontées à des difficultés accrues d'accès aux soins, y compris en cas de maternité. Le bureau de coordination des affaires humanitaires

¹⁹ OCHA 2013, *Niger bulletin humanitaire Niger*, n° 36, 12 septembre 2013, <https://reliefweb.int>, consulté le 10 décembre 2022.

²⁰ OCHA, 2022, *Niger: Analyse de Protection Juillet 2022*, <https://reliefweb.int>, consulté le 10 décembre 2022.

²¹ IOM. 2012 *Returnees from Libya: The Bittersweet Experience of Coming Home. Summary Report*. <https://publications.iom.int>, consulté le 10 décembre 2022.

²² Idiem.

estime que la majorité (51 %) des personnes en besoin d'assistance humanitaire dans le pays sont de sexe féminin²³ ». Dans la même région de Tillabéri, en août 2022, 817 écoles étaient fermées à cause des violences et de l'insécurité. Ce qui représente à la fois une entrave au droit de tous les enfants à l'éducation, mais également un risque de surexposition des filles au mariage d'enfants, et des garçons au recrutement dans les groupes armés²⁴. Aussi, au Niger les jeunes et femmes constituent la majorité des personnes déplacés internes et des réfugiés (près de 75%). L'accès aux ressources, aux emplois saisonniers ainsi qu'aux activités génératrices de revenus se trouvent restreint par le conflit et l'insécurité. La jeunesse victime de cette situation se trouve désœuvrée. Aussi l'impact de la radicalisation religieuse dans la sous-région est également palpable sur la jeunesse nigérienne, notamment dans le sud du pays qui subit l'influence de Boko Haram²⁵. L'Etat du Niger marque une volonté timide dans la prise en compte des jeunes dans les questions de conflits à travers son plan de développement économique et social 2012-2015 : « Il est indispensable de relever le défi principal qui consiste à la rendre apte à impulser le développement durable du pays, réduire sa vulnérabilité, (...), favoriser son implication dans le processus de prise de décision, (...) combattre sa délinquance et en faire une jeunesse émancipée, responsable, pilier essentiel de son propre bien-être et du bien-être global de la nation²⁶ ».

3. DU LIEN INSÉCURITÉ ET PARTICIPATION DES FEMMES ET DES JEUNES À LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

L'analyse bibliographique de la littérature scientifique sur les questions de conflits, sécurité au Niger laisse apparaître une littérature abondante. Tout comme celle sur la thématique de participation des jeunes et des femmes à la gouvernance politique et démocratique, on retrouve une littérature assez fournie. Toutefois le lien entre l'insécurité et participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique et politique est très peu voire pas documenté. La participation des jeunes et des femmes à la gouvernance démocratique est analysée séparément des questions sécuritaires. Ce gap de la littérature n'est pas pour autant lié à un manque de pertinence de cette thématique. Il est toutefois utile de combler à travers des collectes de données empiriques à partir des régions les plus touchées par l'insécurité au Niger. En faisant le croisement des deux littératures et des dynamiques qui ressortent du terrain peuvent permettre de dégager des pistes réflexions. On dénote une absence de données statistiques à ce jour sur le lien insécurité et participation des jeunes et des femmes à la gouvernance démocratique au Niger.

En effets défis sécuritaires constituent des facteurs supplémentaires aggravant la faible participation déjà existante des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique et politique au Niger. L'une des conséquences immédiates de la situation sécuritaire est humanitaire avec les déplacements massifs de population. Comme invoqué ci-dessous les femmes et les jeunes sont majoritaire dans groupes de déplacés. Les vagues de déplacement forcé éloignent cette catégorie de leur localité d'origine où ils avaient plus ou moins des ancrages politiques. Les préoccupations en contexte de crise et conflit sont plus liées à la gestion des urgences. Ces urgences sont entre autre sécuritaire, alimentaires, habitation, sanitaire... La conséquence immédiate est que la gestion de ces urgences éloigne les femmes et les jeunes de question de gouvernance et de leur participation. D'autre part, l'ampleur des défis sécuritaires contribuent à la rupture de confiance entre les jeunes et les femmes d'avec les politiques. Cette rupture se traduit par un éloignement des jeunes et des femmes des questions politiques de manière générale.

²³ Institut d'Etudes de Sécurité, 2022, Au Niger, les conséquences de l'insécurité pour les filles et les femmes de Tillabéri, [htOtps://issafrica.org](https://issafrica.org), consulté le 10 décembre 2022.

²⁴ Idem.

²⁵ UNSC. 2012« Report of the assessment mission on the impact of the Libyan crisis on the Sahel region », UNSC. « Report of the assessment mission on the impact of the Libyan crisis on the Sahel region, <http://www.un.org>, consulté le 10 décembre 2022.

²⁶ Ministère du Plan, de L'Aménagement du Territoire et Développement Communautaire, 2013, Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015. Washington DC : FMI, 2013.

CONCLUSION (PISTES DE DISCUSSION)

Bien que l'absence de données statistiques à ce jour sur le lien insécurité et participation des jeunes et des femmes à la gouvernance démocratique au Niger et que ce gap soit aussi existant dans la littérature scientifique, la thématique devrait être analysée et approfondie par des recherches empiriques dans les zones les plus impactées par le conflit au Niger, notamment les régions de Tillabéri et Tahoua. Afin d'insuffler une meilleure participation des jeunes et des femmes à la gouvernance démocratique au Niger malgré le contexte de conflit et d'insécurité, nous pouvons agir sur certains leviers :

- Développer des stratégies de résilience des jeunes et des femmes afin que les dynamiques sécuritaires n'impactent pas sur leur participation à la gouvernance démocratique.
- Renforcement et/ou création des espaces de dialogue sur la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique en contexte d'insécurité au Niger
- Impliquer les associations et les ONG locales et internationales qui interviennent au Niger sur la thématique de participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique à prendre en compte la dimension sécuritaire dans leurs actions stratégiques.
- Prendre en compte la dimension sécuritaire dans l'élaboration et le renforcement des mécanismes au niveau national et local de la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique.

BIBLIOGRAPHIE

Travaux académiques :

- E. AKINWOTU, "Contagious coups: what is fuelling military takeovers across west Africa", The Guardian, 7 février 2022.
- A. BENCHERIF, 2019, Récits des élites touarègues au Mali et au Niger : Questionner la « question touarègue », <https://ruor.uottawa.ca>, consulté le 07 décembre 2022
- E. GREGOIRE, "Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique", 2015, <https://journals.openedition.org>, consulté le 02 février 2023.
- F. DEYCARD. Les rébellions touarègues du Niger: combattants, mobilisations et culture politique. Science politique. Institut d'études politiques de Bordeaux, 2011
- K. Gaston, 2011, Corrélation genre et participation politique: une analyse des causes et impacts de l'invisibilité des femmes dans les institutions politiques de la RDC, avec un regard particulier sur Kindu dans la province du Maniema (1960-2011), Mémoire en sciences politiques et administratives, Kindu, Université de Kindu, 169 p
- J. KIAMBA, 2008, Women and Leadership Positions: Social and Cultural Barriers to Success, Wagadu Volume 6 Journal of International Women's Studies.
- S. MANIGAT, 2013, Participation politique des femmes : qu'est ce qu'on gagne ? Cahier thématique-conditions des femmes haïtiennes, <http://www.haiti-perspectives.com>, consulté le 02 décembre 2022.
- L. MOSSUZ, Janine 2002 La parité en politique, histoire et premier bilan, Travail, genre et sociétés, no 7, p. 41-57
- H. SIDIBE, Histoire politique du syndicalisme malien, Paris, Harmattan, 2012, p. 218

Rapports institutionnels :

- BIT, Guide sur les questions de Genre dans les politiques de l'emploi et du marché du travail Vers l'émancipation économique des femmes et l'égalité des genres, 2021, <https://www.ilo.org>, consulté le 02 février 2023.

- CELLULE D'ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES ET D'EVALUATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE, 2018, Étude participative sur les aspirations des jeunes et l'efficacité des politiques publiques en matière de jeunesse au Niger, <https://www.unicef.org>, consulté le 07 décembre 2022.
- Rapport Données mondiales.com, Croissance de la population au Niger, 2021 ; <https://www.donneesmondiales.com>, consulté le 02 février 2023.
- CEIFFA, « Recueil des instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs à l'éducation des filles et des femmes », 2020, <https://au.int/sites/default/files>, consulté le 02 février
- Institut d'Études de Sécurité, 2022, Au Niger, les conséquences de l'insécurité pour les filles et les femmes de Tillabéri, [htOtps://issafrica.org](https://issafrica.org), consulté le 10 décembre 2022.
- IOM. 2012 Returnees from Lybia: The Bittersweet Experience of Coming Home. Summary Report. <https://publications.iom.int>, consulté le 10 décembre 2022.
- Ministère du Plan, de L'Aménagement du Territoire et Développement Communautaire, 2013, Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015. Washington DC : FMI, 2013.
- OCDE, 2006, Historique du Comité d'aide au développement de l'OCDE, <https://www.oecd.org>, consulté le 02 décembre 2022.
- OCHA 2013, Niger bulletin humanitaire Niger, n° 36, 12 septembre 2013, , <https://reliefweb.int>, consulté le 10 décembre 2022.
- OCHA, 2022, Niger: Analyse de Protection Juillet 2022, <https://reliefweb.int>, consulté le 10 décembre 2022.
- ONU FEMMES, 2020, Note d'orientation politique la participation des jeunes femmes en politique et dans la prise de décisions au sein des états membres de l'union africaine: document de travail, <https://africa.unwomen.org>, consulté le 04 décembre 2022.
- OXFAM, 2021, Le Sahel, qu'est-ce que c'est ?, <https://www.oxfamfrance.org> consulté le 03 février 2023.
- Rapport Banque Mondiale, 2020, Le Niger peut-il échapper au piège démographique ?, <https://www.banquemondiale.org>, consulté le 03 décembre 2022.
- USAID, 2020, Améliorer les soins de santé et l'accès aux contraceptifs au Niger pour sauver des vies, <https://www.ghsupplychain.org>, consulté le 03 décembre 2022.
- UNICEF, 2019, Programme de coopération Niger-UNICEF 2019-2020, <https://www.unicef.org>, consulté le 6 décembre 2020.
- UNSC. 2012« Report of the assessment mission on the impact of the Libyan crisis on the Sahel region », UNSC. « Report of the assessment mission on the impact of the Libyan crisis on the Sahel region, <http://www.un.org>, consulté le 10 décembre 2022.